



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



**PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN
BOSNIÉ-
HERZÉGOVINE
2025-2028**

STRATÉGIE
DE POLITIQUE
EXTÉRIEURE
2024-2027



STRATÉGIE DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
2025-2028



PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN
BOSNIE-
HERZÉGOVINE
2025-2028

Contexte

Depuis son lancement en 1996, le programme de coopération de la Suisse en Bosnie et Herzégovine est un élément central des relations étroites entre les deux pays. À travers celui-ci, la Suisse encourage la croissance économique durable, la démocratie, la bonne gouvernance et l'égalité d'accès des citoyens aux services publics en Bosnie et Herzégovine. En 2009, les deux pays ont conclu un partenariat migratoire qui sert leurs intérêts et garantit une gestion sûre, ordonnée et régulière des flux migratoires. Le programme de coopération vise également la diaspora bosnienne en Suisse et ailleurs afin d'attirer les investissements et de favoriser le partage de connaissances. La Suisse compte environ 65'000 personnes d'origine bosnienne.

Trois décennies après la guerre, la Bosnie-Herzégovine fait toujours face à des récits historiques contradictoires et des influences géopolitiques divergentes. Ses acteurs politiques ont une vision irréconciliable de

l'avenir du pays. Les discours clivants et la corruption freinent la croissance. La montée des tensions dans la région fait planer le risque d'un conflit armé.

Les besoins des citoyens et du pays reflètent les écarts croissants sur les plans économique et social. Le rétrécissement rapide de l'espace civique entrave l'action citoyenne. Environ 60'000 personnes ont émigré chaque année au cours de la dernière décennie, principalement en direction de l'Europe occidentale. Parallèlement, le vieillissement de la population met à l'épreuve les systèmes éducatifs, de santé et de protection sociale ainsi que le marché du travail. Malgré des infrastructures déficientes, un manque de moyens institutionnels et de main-d'œuvre qualifiée, l'économie a bien résisté. Des investissements supplémentaires demeurent nécessaires pour renforcer sa compétitivité et répondre aux normes européennes. Le marché régional commun et l'intégration progressive dans le

marché intérieur de l'UE sont extrêmement porteurs en matière de commerce et d'investissements pour la Bosnie-Herzégovine et la Suisse.

L'ouverture conditionnelle des négociations d'adhésion à l'UE en 2024 confirme la possibilité de poursuivre une voie européenne. Le plan de croissance pour les Balkans occidentaux financé par l'UE prévoit des investissements dans les infrastructures, subordonnés à des réformes en faveur de la démocratisation et de l'intégration régionale. La Suisse, l'un des principaux donateurs bilatéraux, apporte son expertise et son expérience en tant qu'État fédéral performant.

Mobilni studio

ETH zürich

LEC
Laboratory for Environmental Change

Archi-
tectures
Urban
Design



URBANISTIČKI PLAN UGRANNOJ PODRUČJA BAZALNOG



Résultats et apprentissages 2021–2024

Développement économique et emploi

La Suisse a collaboré avec des institutions nationales et internationales ainsi qu'avec des organisations de soutien aux entreprises pour renforcer le secteur privé, les compétences et l'accès aux financements. Les efforts ont porté sur le commerce, le règlement de la dette, la création d'entreprises et la numérisation. Au total, 777 entreprises de petite taille ont été soutenues. Grâce au développement des capacités en exportation, commerce électronique et informatique, elles ont accédé à de nouveaux marchés et créé des emplois. Des financements d'amorçage, des crédits verts et la mise en relation avec des investisseurs ont mobilisé des investissements de 11,4 millions de francs. Des programmes de mentorat et de formation en entreprise ont consolidé le rôle du secteur privé dans la formation professionnelle. Si le chômage structurel a reculé, la pénurie de main-d'œuvre et l'émigration des jeunes ont incité le secteur privé à augmenter les salaires, à développer les compétences et à employer davantage de femmes et de

travailleurs migrants. La transition écologique et la taxe carbone de l'UE mettent à l'épreuve les principaux responsables d'émissions / producteurs de polluants.

Gouvernance locale et services municipaux

Avec le soutien suisse, des lois ont modernisé la gestion de l'eau dans un quart des communes. Plus de 1,1 million de personnes ont désormais accès à une eau sûre et 2'400 ménages vulnérables ont reçu des subventions pour leur raccordement. 27 % des communes ont introduit des mécanismes de participation, impliquant 31'000 personnes dans la définition des priorités. La Suisse a aussi soutenu environ 220 organisations civiles dans le processus de consultations publiques. Restent à améliorer les lois sur la gouvernance locale et la capacité des municipalités à appliquer l'acquis de l'UE. La gestion des risques de catastrophe a été introduite, mais doit être renforcée face aux aléas climatiques.

Santé

L'aménagement du cadre juridique concernant le tabac, les médicaments, la santé mentale et les soins axés sur le patient ont constitué une avancée vers l'adoption de normes européennes. Les campagnes de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles ont touché plus de 800'000 personnes. Environ 1,4 million d'habitants ont bénéficié de soins de proximité, dont 88 % se disent satisfaits. Près de 200'000 personnes ont reçu des soins infirmiers, et 74 centres de santé mentale ont dispensé des soins de haute qualité. Enfin, 3'500 personnes âgées ont bénéficié de soins à domicile. Le secteur reste confronté à de multiples défis : mauvaise gestion financière, endettement, émigration et accès limité à des soins de qualité. La prévention reste négligée.

La Suisse a également soutenu la Bosnie-Herzégovine dans la gestion de la migration, le déminage et la culture. Elle s'est progressivement retirée du secteur judiciaire.

Engagement suisse – axes prioritaires 2025–2028

La Suisse soutient la Bosnie-Herzégovine dans la construction d'une société démocratique, pacifique et unie, et intégrée à l'UE. Le programme de coopération cible les secteurs où l'expertise suisse répond aux besoins et priorités du pays en matière de réformes socio-économiques et d'adhésion à l'UE. Il vise des réformes politiques, économiques et sociales pour des institutions et des services publics efficaces, une économie verte, une meilleure gestion de la migrations et le renforcement du secteur de la santé. Les valeurs et l'expertise de la Suisse en matière de cohésion, de fédéralisme, de décentralisation et de coordination cantonale s'avèrent particulièrement intéressantes.

Acteur crédible et impartial, la Suisse rassemble les acteurs de différentes ethnies. En tant que pays non-membre de l'UE, sa contribution à une intégration européenne

ouvre des portes et instaure un climat de confiance. Elle se distingue par son engagement prévisible et sur le long terme, sa flexibilité et ses approches portées par les acteurs locaux. En principe, les projets sont déployés à l'échelle du pays entier de sorte à garantir un développement harmonieux et la compatibilité des systèmes.

Coopération économique et migratoire durable

La Suisse soutient un climat favorable au commerce et aux investissements, au développement du secteur privé, à la création d'emplois, à l'innovation, à la numérisation et à la durabilité. Il s'agit d'améliorer les conditions économiques, de renforcer les services aux entreprises et de promouvoir la compétitivité et les start-ups. Des efforts ciblés visent les jeunes, les femmes et l'économie verte. La Suisse soutient des formations techniques et professionnelles

adaptées aux besoins du marché et harmonisées à l'échelle nationale, afin de réduire le chômage des jeunes. L'accent est mis sur la formation en entreprise et le mentorat, en partenariat étroit entre les autorités, les institutions éducatives et le secteur privé. Des conditions de travail renforcées et une meilleure inclusion des femmes, migrants et de la diaspora renforcent l'économie.

Dans le cadre du partenariat migratoire, la Suisse aide les autorités à assumer plus de responsabilités afin de pouvoir gérer les flux migratoires de manière plus autonome. Cela inclut le renforcement des capacités locales, la coopération régionale, la gestion des frontières, la protection des droits des migrants et l'offre de services essentiels.

Gouvernance locale et services municipaux

La Suisse encourage la démocratie et la bonne gouvernance en renforçant la responsabilité et la transparence des institutions qui fournissent des services publics de qualité à tous les citoyens. Elle met l'accent sur la participation active et systématique aux processus décisionnels des citoyens exclus. Des partenariats entre des institutions suisses et locales permettent le partage d'expériences dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et dans la présentation de rapports volontaires à l'ONU. En outre, le programme de coopération aide les organisations de la société civile à établir un dialogue avec les autorités. Ces efforts contribuent à la cohésion et renforcent la confiance dans les processus et les institutions démocratiques.

Il est essentiel de soutenir l'élaboration de lois conformes aux normes européennes pour garantir l'offre de services publics de qualité dans toutes les municipalités. La population bénéficie directement d'une eau potable propre grâce à une infrastructure d'approvisionnement modernisée. La

Suisse encourage les autorités à prendre des mesures en faveur de l'efficacité et de la transition énergétique et à se préparer aux nouvelles réalités climatiques et à la protection contre les catastrophes.

Santé

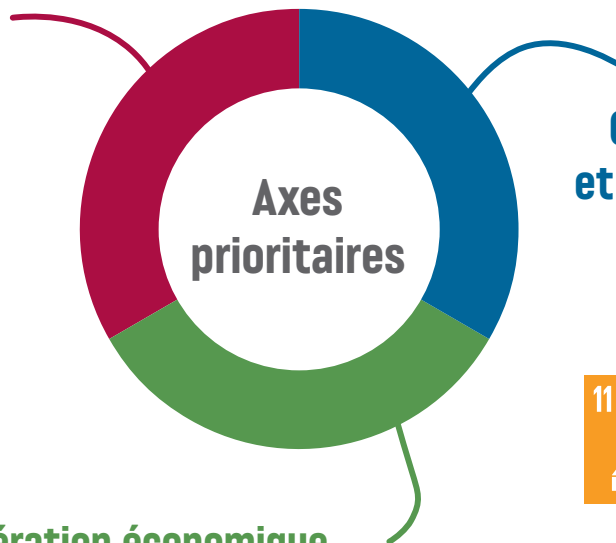
En étroite collaboration avec les autorités sanitaires, la Suisse améliore l'accès à des soins de santé primaires de qualité dans tout le pays et encourage des modes de vie plus sains. Les efforts en matière de soins se concentrent autour de la prévention des maladies non transmissibles, de l'amélioration des services de soins infirmiers et du développement des prestations de soins pour les personnes âgées. L'efficacité du système de santé s'en trouve améliorée, et les coûts réduits. Les lois, réglementations, stratégies et normes professionnelles sont élaborées conjointement par les ministères des deux entités administratives et harmonisées à l'échelle nationale. Les relations personnelles et institutionnelles entre membres des deux entités contribuent à la cohésion. Les projets ciblent les publics vulnérables, tels que les personnes souffrant de maladies chroniques ou de troubles

mentaux, les personnes à mobilité réduite ou vivant dans des régions isolées.

Enjeux transversaux

L'ensemble des projets, contributions et partenariats vise à inclure les groupes socialement discriminés et à garantir l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. La Suisse promeut la bonne gouvernance par la transparence, la responsabilité, la participation, l'état de droit et l'efficacité. Elle applique une politique de tolérance zéro envers la corruption.

Santé



Gouvernance locale et services municipaux



Coopération économique et migratoire durable





Approches et partenaires

Nation issue d'une volonté politique, la Suisse dispose d'une expertise dans la promotion de la cohésion entre des personnes d'origines, de religions et de langues différentes. Elle coopère avec une multitude d'acteurs, autorités à tous les niveaux, entreprises, associations professionnelles, société civile et partenaires de développement. Elle identifie les intérêts et valeurs communes, œuvre au maintien de la paix et appuie le développement durable. Elle met en lien des personnes issues d'horizons différents et facilite l'échange d'idées, d'expériences et de politiques entre les institutions, contribuant à l'harmonisation des systèmes et à l'égalité d'accès aux services.

Les résultats du programme dépendent de l'engagement politique à tous les niveaux du gouvernement pour mettre en œuvre les réformes et collaborer avec la société civile et le secteur privé. La Suisse axera son dialogue politique sur les conditions socio-économiques, la gouvernance locale, la gestion de la migration ainsi que les secteurs de l'eau, de l'énergie et de la santé.

Son approche fondée sur les besoins garantit l'alignement avec les priorités nationales, capitalise sur l'expertise suisse et complète les efforts de l'UE. Les actions basées sur la performance et engagées au niveau local

renforcent l'efficacité et les institutions. La Suisse privilégie les partenariats avec des acteurs locaux et les contributions de base plutôt que les mandats externes. Elle encourage la coopération régionale et la coordination entre les acteurs de développement.

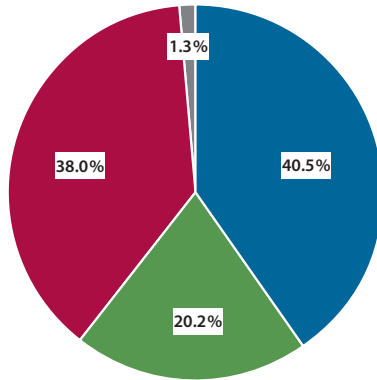
La Suisse entend débloquer jusqu'à 15 millions de francs par an (30 millions de marks convertibles) au cours de la période 2025-2028, avec un effet de levier sur les contributions de banques multilatérales et du secteur privé.

Carte de la Bosnie-Herzégovine

Programme de coopération 2025–2028

Budget total indicatif : 60'400'000 francs*

Répartition par axes prioritaires



- Coopération économique et migratoire durable
- Santé
- Gouvernance locale et services municipaux
- Autres

* Les informations relatives à l'enveloppe financière sont indicatives.
Elles servent uniquement de base aux prévisions de dépenses qui sont
examinées chaque année par le Conseil fédéral et le Parlement suisse.





Impressum

Publié par :
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne Zollikofen
www.deza.admin.ch

Mise en page :
Mark Manion, Communication Arts

Photos :
FDA

Contact :
Section Europe de l'Est
+41 58 467 87 78
deza.osteuropa@eda.admin.ch

Ambassade de Suisse
Zmaja od Bosne 11B
71 000 Sarajevo
Bosnie et Herzégovine
sarajevo@eda.admin.ch

